

Chronique de la gauche de gauche

La gauche de gauche en Europe (suite)

La contestation sociale, qui a suivi les révolutions arabes et qui continue en Espagne ou en Grèce notamment, gagne aussi le Proche-Orient, y compris Israël. Au-delà des différences dues aux situations nationales, il y a beaucoup de points communs dans les revendications (la vie chère, le prix des logements et les loyers, le creusement des inégalités, etc.), les modes d'action (manifestations mais aussi occupation durable de l'espace public, notamment des places des villes grâce aux tentes, qui représentent par ailleurs symboliquement des formes de logement temporaire pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leurs loyers), mais aussi les forces sociales impliquées : le mouvement se réclame de la société civile, il est soutenu par les médias mais refuse toute participation des partis politiques¹. Même quand leurs membres participent au mouvement, les organisations politiques « traditionnelles » n'y sont pas impliquées car les assemblées refusent, un peu comme les forums sociaux dans leur phase initiale, que l'on puisse parler au nom d'une organisation. Chaque participant intervient en son nom propre et ne représente que lui-même.

LOUIS WEBER

La gauche de gauche n'échappe pas à cet interdit, dont les raisons sont variées, allant de la méfiance devant une possible récupération au souci de rassembler le plus largement possible, y compris celles et ceux qui seraient rebutés par un marquage politique trop manifeste. Et cela même dans des pays comme l'Espagne ou la Grèce où elle a une longue pratique des luttes sociales.

Dans quelle mesure ce rejet est-il la conséquence de la faible capacité d'attraction de la gauche de gauche, elle-même possible conséquence de son incapacité à formuler un projet alternatif crédible ? Cela rejoint la question qui taraude aujourd'hui la gauche de gauche en Europe : pourquoi ne tire-t-elle pas davantage profit, en termes de sondages comme en termes de résultats électoraux, de l'aggravation de la crise, alors qu'elle est seule à proposer des solutions de rupture avec un système discrédité ?

Des résultats électoraux en baisse

Les chiffres sont particulièrement révélateurs. Selon une étude de Barbara

1. Voir dans ce numéro l'article de José Luis Moreno Pestaña.

Steiner et Walter Baier (mars 2010), de Transform ! Autriche², communiquée à un récent séminaire organisé par la Fondation Rosa Luxemburg³, le déclin s'inscrit dans une durée longue. La gauche de gauche⁴ aurait perdu la moitié de son influence électorale en Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le phénomène est particulièrement impressionnant pour les partis communistes les plus influents à la fin des années 1940 (Belgique, France, Italie) : de 25% et plus de l'électorat, ils sont passés sous la barre des 5%. À l'opposé du spectre, des partis communistes d'après les dictatures (Grèce, Portugal) ou la chute du Mur de Berlin (République tchèque) atteignent ou dépassent les 10%. Entre les deux, un ensemble de nouveaux partis de type un peu différent se maintient entre ces deux étiages, à 7 ou 8% (Le Bloco au Portugal, *Die Linke* en Allemagne, la coalition Syriza en Grèce, etc.). Pour les élections européennes, sur l'ensemble de l'UE, la gauche de gauche stagne à 5-6% entre les élections de 2004 (2007 pour certains entrants récents) et 2009. La comparaison avec les partis socialistes ou sociaux-démocrates montre que la gauche au total a perdu beaucoup d'électeurs au cours de la même période : la quasi-stagnation de la gauche de gauche va de pair, ce qui

n'est évidemment pas une consolation, avec une perte de près de 5 % pour les sociaux-démocrates (de 26,6% à 22%). Si vases communicants il y a, ils n'ont pas joué au sein de la gauche !

Mais ces agrégats demandent évidemment à être précisés. Comment définir la gauche de gauche au niveau européen, en effet ? Aujourd'hui, une des références possibles est l'appartenance au parti de la Gauche européenne (PGE). On a déjà noté ici que la réglementation européenne sur le financement des partis a constitué un élément déterminant dans la création du PGE. Beaucoup de ses composantes actuelles n'étaient en effet pas favorables d'emblée à la création d'une structure européenne. Pour les partis communistes, la méfiance en quelque sorte historique (au souvenir de l'Internationale communiste) se doublait pour la plupart d'entre eux d'une réticence tout aussi historique devant toute forme d'institutionnalisation européenne. Mais seuls les partis européens bénéficiant d'un financement communautaire public, il a bien fallu en passer par là, même si cela a été tardif (en 2004). Le référent communiste a joué dans les deux sens : pour la plupart des anciens partis communistes, qu'ils aient ou non gardé ce nom, l'histoire commune a joué comme un catalyseur. Mais, par exemple pour les Grecs et les Portugais, l'effet a été inverse : les partis communistes de ces pays (le KKE en Grèce et le Parti communiste portugais, réputés « orthodoxes ») n'ont pas rejoint le PGE, pour ne pas se retrouver avec des partis communistes ou post-communistes avec lesquels ils n'ont plus guère de relations.

Mais cet effet de proximité politique plus ou moins réelle s'est conjugué avec un deuxième mouvement, tout au moins pour les partis ayant des députés européens : pour exister au sein du Parlement

2. Transform ! est un réseau de « fondations » politiques européennes. Espaces Marx ou la Fondation Copernic participent à ses activités en France.
3. La Fondation Rosa Luxemburg est une fondation politique à l'allemande, liée aujourd'hui à *Die Linke*. Ce séminaire a eu lieu à Berlin, les 22 et 23 mai 2011
4. En Europe, on utilise plutôt le terme de gauche radicale (*leftist* ou *radical Left* en anglais). Il s'agit en fait des formations à la gauche des partis sociaux-démocrates, c'est-à-dire communistes ou anciennement communistes d'une part, nouveaux regroupements rouges-verts en Scandinavie ou comme la Gauche unie espagnole ou Synapismos de Grèce d'autre part.

européen, il est en effet quasi obligatoire de faire partie d'un groupe parlementaire (comme au plan national au demeurant). D'où des regroupements qui peuvent apparaître *a priori* improbables, comme par exemple la présence des députés du Sinn Fein au groupe parlementaire de la GUE/NGL, qui est le groupe parlementaire du PGE et dont le nom même indique le côté complexe du regroupement (gauche unie européenne/gauche verte nordique).

Cette agrégation un peu formelle⁵, aux fondements très divers, explique en partie la difficulté à repérer un fonds politique commun.

À l'occasion du séminaire de la Fondation Rosa Luxemburg déjà évoqué, Birgit Daiber a présenté une synthèse sur « la valeur d'usage des partis de gauche », à partir des réponses à un questionnaire auquel 24 partis avaient répondu. Pour elle, l'utilité des partis vient de leur capacité à agir, qui ne se confond pas avec les buts affichés ou le répertoire des demandes formulées. En d'autres mots, il s'agit de la capacité à imposer des changements de politique, même dans le cadre du rapport de forces actuel. Ce qui revient à construire une contre-hégémonie (les chercheurs de la Fondation Luxemburg sont la plupart très influencés par Gramsci) et à ouvrir la perspective d'une transformation sociale et écologique de la société.

Pour les rédacteurs du questionnaire, il y a trois conditions à remplir pour

espérer être contre-hégémonique : de nouvelles alliances ; des projets transformateurs ; des forces de gauche capables de coopérer, y compris de poser la question du pouvoir de façon « réaliste », même si ce « réalisme » doit aller de pair avec une exigence démocratique forte.

Au regard de ces défis, les réponses reçues montrent une grande diversité. Deux facteurs pèsent lourd : la « césure » de 1989 ; le fait que depuis les années 1990 la plupart des pays ont connu un processus de casse sociale qui a acculé les forces de gauche à la défensive.

Au vu de ces réponses, les partis de la gauche de la gauche partagent deux séries de préoccupations :

- la justice sociale, la sauvegarde de l'État-providence (capitaliste), la lutte contre la pauvreté, pour un « bon travail » et les droits des salariés ;
- une politique de paix et la démilitarisation en Europe et au plan international.

Cependant, la façon dont les partis combinent ces objectifs généraux dans leurs politiques concrètes varie fortement. Les domaines politiques essentiels sont certes les mêmes : les droits civiques, la démocratie de genre, l'égalité des droits pour les minorités, l'écologie, les biens communs ou la question de la propriété. Mais les réponses diffèrent quand il s'agit de répondre à des questions comme : les partenaires des partis de la gauche de la gauche sont-ils d'abord les syndicats et les organisations de la classe ouvrière industrielle ? Ou l'accent est-il mis sur la nécessité de « gagner » les acteurs de tous les mouvements sociaux luttant pour l'émancipation ? Faut-il établir des liens particuliers avec certains groupes professionnels, la fonction publique par exemple (c'est le cas aux Pays-Bas et au Portugal) ? Comment traiter la question de l'individualisation et de la précarisation

5. Il faut ajouter le fait qu'il peut y avoir double appartenance entre PGE et Gauche anticapitaliste européenne (GACE), qui est un réseau de partis politiques européens fondé en mars 2000 à Lisbonne par le *Scottish Socialist Party* (Écosse), le *Bloco de Esquerda* (Portugal), l'Alliance rouge et verte (Danemark), la Ligue communiste révolutionnaire (France) et le Parti de la liberté et de la solidarité (Turquie).

des conditions de vie dans les sociétés post-industrielles ? Au total, il est impossible de repérer des objectifs communs, en dehors de ceux, très généraux, déjà évoqués.

Cette diversité apparaît aussi à l'examen de la position des partis de la gauche de la gauche au sein du spectre politique général du pays. Birgit Daiber distingue plusieurs ensembles : les partis à la gauche de la social-démocratie sont divisés en France, en Italie, au Danemark et en Grèce, notamment. Dans certains pays, ils sont même trop fragmentés et par conséquent trop petits pour même envisager de présenter des candidats aux élections (Estonie, Belgique, par exemple). D'autres (par exemple en Espagne et en Italie) ont fortement décliné ces dernières années, sans parvenir à se reconstruire jusqu'ici ; dans des pays comme les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, Chypre, le Portugal, l'Islande, la Norvège, la Suède, l'Allemagne, les partis de la gauche de la gauche se sont affirmés et semblent durablement inscrits dans le spectre politique national.

Cependant, la capacité à construire une contre-hégémonie n'est pas seulement liée aux résultats électoraux ou à la participation gouvernementale. Celle-ci peut même avoir des effets très négatifs sur la gauche de gauche, comme ce fut le cas en France ou en Italie, si elle n'est pas clairement lisible et ne se traduit pas par des projets concrets susceptibles de répondre aux attentes créées. Ce qui est décisif, c'est d'arriver à convaincre la population, et pas seulement les cercles habituels, que les propositions de solutions aux problèmes de la société peuvent être traduites en politiques concrètes et qu'elles sont compatibles avec celles de la gauche dans son ensemble.

En Allemagne, au Portugal, dans les Pays-Bas, en Finlande, les partis de la

gauche de la gauche ont ainsi réussi à élaborer des projets d'avenir et à les soumettre à la discussion publique. D'autres partis participent actuellement au gouvernement au niveau national (Islande, Norvège, Chypre) ou régional (Allemagne, Italie, France, etc.). Comment se pose alors la question de la contre-hégémonie, même si, compte tenu des rapports de force, cela ne peut être le cas que dans des domaines très spécifiques ?

Comment changer le système ?

Les programmes et même les objectifs à long terme des partis concernés peuvent paraître modestes. Bien peu envisagent de rompre avec le capitalisme ou, tout au moins, n'expriment pas les choses de cette façon. Sur le fond, et plus particulièrement pour les partis qui aspirent à gouverner, la question essentielle est de proposer des solutions pragmatiques aux questions posées dans la société aujourd'hui, avec le souci qu'elles ouvrent la voie à l'émancipation et à la transformation sociale dans un avenir plus ou moins rapproché. C'est sans doute la question la plus difficile, surtout dans un contexte où résister aux dégradations peut déjà apparaître comme un objectif politique ambitieux !

Cette contrainte générale vaut pour tous les partis étudiés. Cela ne veut cependant pas dire du tout qu'il y a une homogénéité dans les programmes. Au contraire, les propositions des partis peuvent être très différentes les unes des autres, même si la justice fiscale, la limitation des activités spéculatives, les investissements favorables à la transformation écologique et sociale ou la dé-militarisation constituent un fonds largement commun.

L'*Alliance rouge et verte* du Danemark veut nationaliser les banques et, à cette

fin, elle propose une taxe sur les transactions financières. Elle combat la privatisation des services sociaux, veut sortir de l'OTAN et condamne le Traité de Lisbonne⁶. En Allemagne, *Die Linke* (La gauche), créée en 2007, en est encore à l'« auto-découverte » de son programme. Elle demande pour l'instant un système fiscal juste, la taxation du patrimoine et des transactions financières, la régulation des marchés financiers. Elle veut revenir sur les lois Hartz⁷, sur les privatisations des services publics et sur l'âge de départ à la retraite (67 ans). Dans le contexte allemand, *Die Linke* considère l'adoption d'un salaire minimum par la loi comme une innovation majeure (elle met en cause en effet la fameuse « autonomie [des partenaires sociaux] pour les discussions salariales – *Tariff Autonomy* »). « Parti de paix », *Die Linke* demande la dissolution de l'OTAN et le retrait des troupes allemandes d'Afghanistan. L'*Alliance de gauche* de Finlande veut transformer le « capitalisme fossile » en une société libre, égalitaire et écologique. Depuis son départ du gouvernement en 2003, elle recrute beaucoup chez les jeunes à haut niveau d'éducation mais mal payés, avec des contrats précaires. Elle s'oriente vers la demande d'un revenu minimum inconditionnel, moyen selon elle de dépasser le capitalisme. Elle combat le projet d'entrée du pays dans l'OTAN. Le *Sinn Fein* d'Irlande veut surtout l'unification de

l'île et un État « socialiste ». Cela se traduit par des revendications sociales (système de santé gratuit, éducation, emploi, services publics). Le parti est très engagé dans l'action pour le « vent et les vagues » comme sources d'énergies renouvelables. L'*Alliance gauche-verte* islandaise participe au gouvernement. Elle veut que toutes les ressources naturelles deviennent propriété publique. Elle met l'accent sur l'environnement et le féminisme et combat une éventuelle entrée dans l'OTAN. En Norvège, le *Parti socialiste de gauche* participe au gouvernement depuis 2005. Celui-ci a déjà introduit une taxation des dividendes et du capital, amélioré les droits des salariés et stoppé des privatisations en cours. Le *Bloco de Esquerda* portugais veut une transformation sociale complète et dans ce cadre met l'accent sur les questions écologiques, féministes et le combat contre le racisme et les discriminations. En Suède, la coalition électorale « rouge-rouge-verte »⁸ prépare une nouvelle taxe environnementale et un allègement de la fiscalité sur les petites entreprises. À Chypre, le parti AKEL reste « fidèle aux traditions communistes », tout en pratiquant la *realpolitik* (en cherchant à « adoucir » les conséquences de la crise économique).

Conclusion

Comme Birgit Daiber le note, les partis de la gauche en gauche en Europe sont à des stades très différents de leur développement. Ceux de l'Europe du Nord accordent une large place à l'écologie, avec l'ambition d'imposer des processus de transformation sociale et écologique, même dans des conditions difficiles comme en Islande. De façon

6. En fait, ce parti, comme une partie de la gauche de gauche scandinave est opposée à l'Union européenne elle-même et demande que le Danemark en sorte. Ce qui ne l'empêche pas de présenter des candidats aux élections européennes (1 élu en 2009, sur 13 pour le Danemark).

7. Réforme du marché du travail à travers 4 lois adoptées entre 2003 et 2005 sous le gouvernement Schröder (sociaux-démocrates et Verts), qui ont marqué une nette accélération du processus de « déconstruction sociale » (*Sozialabbau*).

8. Pour sociaux démocrates-gauche radicale-verts.

plus générale, on peut dire que tous les partis qui ont pour ambition de changer la société dans son ensemble mettent la transformation sociale et écologique au centre de leurs plateformes.

Elle remarque aussi que, à côté des questions classiques de la gauche, comme la justice sociale ou la paix, les champs politiques de la participation citoyenne, de la démocratie de genre et des droits des minorités occupent une place de plus en plus importante dans les scénarios politiques de gauche. Le Parti socialiste néerlandais et le *Bloco de Esquerda* portugais excellent par exemple dans la mise en œuvre de campagnes mettant en avant des problèmes sociétaux dans les médias et le débat public. *Die Linke* en Allemagne joue aussi un rôle moteur dans le débat social et la politique de paix en Allemagne.

Ces exemples montrent, selon elle, que les partis de la gauche de la gauche peuvent sortir de la défensive, à condition d'être capables d'ouvrir des espaces de débats et de poser publiquement la question des stratégies alternatives de développement.

Les partis de gauche en Norvège et en Suède acceptent de participer au gouvernement avec les sociaux-démocrates et les verts. Mais ils y mettent une condition : que les projets communs soient élaborés très en amont. En cela, ils prennent en compte l'expérience des partis qui ont perdu leur crédibilité, soit par une participation gouvernementale sur des bases trop vagues, soit en soutenant trop facilement des gouvernements sociaux-démocrates minoritaires.

En somme, quand des partis de gauche participent à des gouvernements, ils se soumettent eux-mêmes à des tests de résistance. D'un côté, ils doivent lutter contre les politiques néolibérales qui

s'accroissent avec la crise économique mondiale et contre le démantèlement des acquis sociaux, tout en héritant d'une énorme dette publique causée par le sauvetage des banques et qui pèse lourdement sur les budgets publics. De l'autre, ils ne peuvent « exister » que s'ils se montrent capables d'initier malgré tout des projets de transformation sociale et écologique innovants. ■